



DESERTS MÉDICAUX

Une pénurie inquiétante dans l'Oise ?



Page 2

Santé... Vous avez dit désert ?

« Ce médecin ne prend pas de nouveau patient. » Combien de fois, les habitants de l'Oise qui recherchent un généraliste ou un spécialiste n'ont-ils pas entendu cette phrase agaçante et décourageante ? Comme nous, un Français sur 9 vit dans de tels déserts médicaux. Cela veut dire difficultés à trouver un médecin, des heures d'attente interminable dans les cabinets

qui peuvent recevoir et, plus grave, l'utilisation du 15 ou des services d'urgence pour de la « bobologie ».

Dans l'Oise, de nombreuses familles souffrent de cette désertification et c'est souvent la croix et la bannière pour trouver ne serait-ce qu'un médecin traitant. Des médecins partent à la retraite mais peu de nouveaux s'installent. Il faut dire que les départements en grande partie ruraux comme le nôtre n'attirent malheureusement pas les praticiens, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles.

Que faire face à cet enjeu apparemment insoluble des déserts médicaux ?

Le 10 novembre, le Sénat a voté le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) qui a ajouté une année supplémentaire aux étudiants en médecine générale. Ces derniers devront réaliser une année d'internat « ambulatoire » et en priorité dans des territoires, comme l'Oise, où l'offre de soins est insuffisante. Une obligation qui a du mal à passer auprès des syndicats d'étudiants, même si celle-ci ne dure qu'un an et que les nouveaux diplômés garderont ensuite une totale liberté d'installation là où ils le souhaitent.

Dans l'Oise, des élus et acteurs du territoire n'ont pas attendu les décisions politiques nationales pour agir. Des communes attirent de nouveaux médecins en leur accordant de nombreux avantages : loyer du cabinet gratuit, logement, place en crèche pour les enfants... Certaines ont investi dans des maisons médicales, un centre de téléconsultation, ou, très récemment, l'ouverture d'un SOS Médecins fonctionnant 24h/24 et 7j/7.

Mais ces mesures sont-elles suffisantes face aux difficultés rencontrées par les familles ?

En ce mois de janvier où l'on se souhaite traditionnellement une bonne santé, espérons que 2023 verra de nouvelles solutions émerger pour nous la conserver.

Pol-Henri MINVIELLE
Président UDAF 60

TÉMOIGNAGES

Trouver un médecin, le parcours du combattant



Page 3

DOSSIER

Des solutions existent !



Page 4, 5 et 6

Déserts médicaux dans l'Oise, une pénurie qui inquiète

Dans l'Oise, on compte un peu plus d'une dizaine de médecins généralistes pour 10 000 habitants. Même constat pour les spécialistes. Ce n'est pas près de s'arranger puisque la population des médecins vieillit et les installations sont rares.



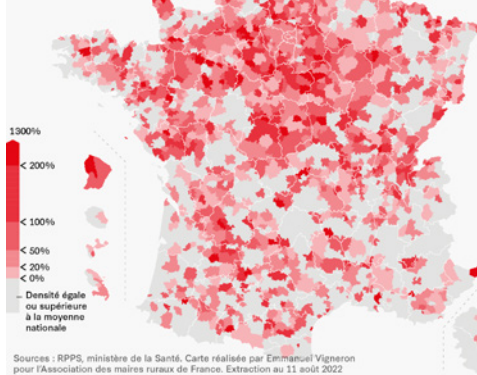
Le grand débat lancé par le président de la République, Emmanuel Macron, en janvier 2019, a montré que les déserts médicaux étaient une des plus grandes préoccupations des Français. Le constat est sans appel. Aujourd'hui, 1 Français sur 9 vit dans un désert médical. Un rapport du Sénat paru en mars 2022 indique que 11% des personnes de plus de 17 ans n'ont pas de médecin traitant, soit six millions de personnes. Les régions les plus touchées sont l'Île-de-France (62% de la population vit dans un désert médical) et le Centre-Val de Loire (59%).

Un désert médical se définit comme « une zone géographique dans laquelle il est très difficile, voire impossible de se faire soigner par un professionnel de santé en raison de l'absence de médecins de proximité ». Le développement de ces déserts médicaux a plusieurs conséquences notamment



Les besoins en médecin généraliste

Pourcentage de médecins manquants par bassin de vie par rapport à la moyenne nationale



l'accroissement des files d'attente, le déport de la « bobologie » vers les services d'urgence et des difficultés pour trouver un médecin traitant.

Dans l'Oise, la population médicale vieillit et le département commence à sérieusement manquer de généralistes. Dans le canton de Compiègne, on compte 12 à 15 praticiens pour 10 000 habitants, deux fois moins dans le canton de Méru. Celui de Beauvais s'en sort mieux avec 16 généralistes pour 10 000 habitants. Et d'après le Conseil de l'Ordre des médecins, le renouvellement est loin d'être gagné : la moyenne d'âge des généralistes dans l'Oise est de 53 ans et 25% d'entre eux ont plus de 60 ans. ■

LES DÉSERTS MÉDICAUX EN CHIFFRES

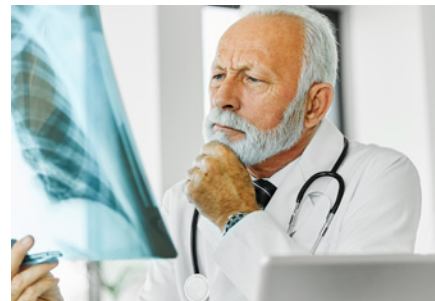
- Recensement en 2019 : près de 1 228 000 professionnels de santé
- 366 000 dans les professions médicales et pharmaceutiques
- Actuellement 226 859 médecins dont 102 169 généralistes
- Manque de généralistes dans 11 329 communes de France, soit une sur trois
- 7 000 généralistes ou spécialistes en retraite en 2024
- 1 généraliste sur 2 a au moins 60 ans
- 1 Français sur 9 vit dans un désert médical

DÉSERTS MÉDICAUX ET INÉGALITÉ TERRITORIALE

Aujourd'hui

- 75 % des 100 départements français connaissent une baisse de densité de médecins de -1 à -3 %,
- 17 sont stables,
- et seulement 8 remontent la pente.

Cette situation a été peu anticipée et les années 2010 n'ont pu compenser les départs en retraite. De plus, la passation d'un cabinet situé dans un territoire peu dynamique, en perte d'infrastructures de services publics ou d'acteurs privés, tente peu les jeunes médecins libéraux qui souhaitent aussi concilier vie privée et professionnelle. ■



Natacha : « il faut sensibiliser à l'autisme les personnels non soignants comme les secrétaires médicales »

Natacha, enseignante dans l'Oise, et habitante de Chepoix au sud-est de Breteuil, est maman d'un adolescent de 17 ans et demi, Sacha, qui est autiste. Le jeune homme fréquente l'IME (Institut médicoéducatif) « Les Papillons Blancs » à Beauvais. « Ma problématique avec Sacha a été de lui trouver un dentiste et autant dire que lorsque je leur disais que mon fils était autiste, plusieurs cabinets m'ont répondu que c'était impossible de le prendre. Sacha a alors profiter de séances de désensibilisation au CHI de Fitz-James. Il a appréhendé le matériel, les gestes du médecin, mais aucun dentiste ne voulait de lui. Nous avons fini par trouver notre bonheur chez HandiConsult à Amiens avec des dentistes et des étudiants dentistes qui ont réalisé de nouvelles séances de désensibilisation avec Sacha. Et miracle, il a été accepté au cabinet dentaire de la MSP de Breteuil où il est désormais suivi. Les détartrages ou le soin des caries ne posent plus de problème. Les équipes ont fait un travail formidable. Si j'ai un message à faire passer, c'est qu'il faut aussi

Trouver un médecin, parfois le parcours du combattant pour les familles

Trois familles de l'Oise nous racontent comment trouver un médecin a été difficile.

sensibiliser à l'autisme les personnels non soignants comme les secrétaires médicales.

Isabelle : « J'ai fini par prendre le même médecin que ma mère »

Isabelle a galéré pour trouver un médecin pour sa maman, Micheline, âgée de 90 ans et qui vit à la résidence Domytis à Beauvais. « En juin, ma mère n'avait plus de médecin traitant et le cabinet médical situé en face de sa résidence ne prenait pas de nouveau patient. Comme tout le monde, j'ai fouillé Doctolib pour essayer de trouver un rendez-vous pour ma mère mais presque partout, le même message : pas de nouveau patient ! On a fini par trouver un rendez-vous près de Beauvais à 10h40. Quand nous sommes arrivées, la salle d'attente était bondée et une dame présente depuis 9h n'était même pas encore passée. Ce médecin voulait prendre tout le monde mais avec l'effet de groupe, tout était désorganisé. J'ai fini par trouver un médecin pour ma mère à la clinique du Parc de Beauvais, spécialisé en gériatrie. Pour ma part, je n'avais plus de médecin traitant non plus et pas davantage de rendez-vous. En juillet, le médecin de ma mère m'a conseillé de le

choisir... avant qu'il ne refuse de nouveaux patients ! »

Michèle : « Les médecins ne sont pas suffisamment formés à l'autisme »

Michèle, habitante de Gouvieux a les mêmes difficultés que Natacha. Son fils de 25 ans, Frédéric, souffre d'un « autisme profond ». Et ce n'est pas évident quand il faut qu'il se soigne. « Les praticiens sont démunis et ils n'osent pas insister alors que Frédéric est incapable de dire précisément où il a mal. Parfois, en tant que parent, on est jugé ou soupçonné d'avoir fait du mal à notre enfant et c'est insupportable. Quand il était enfant, Frédéric avait une dentiste à Paris. Comme les séances étaient de plus en plus compliquées, elle nous a envoyé chez une consœur à Antony (Hauts-de-Seine) qui soignait Frédéric sous anesthésie générale. Problème, elle a pris sa retraite et pour l'instant je n'ai aucune piste si ce n'est dans un hôpital de Reims. Soit à 2h15 en voiture de chez nous. Les médecins ne sont pas suffisamment formés à l'autisme et ils ne sont pas très patients. » ■

Pourquoi si peu de médecins en zone rurale ? Quand « désert médical » rime avec « désert commercial »

En 2020, la DREES (Direction de la recherche, des études et de l'évaluation et des statistiques) publiait une note d'analyse sur l'évolution de l'accès à la médecine généraliste. Des travaux basés sur l'APL (Accessibilité potentielle localisée), le nombre moyen de consultations auquel une personne aura accès dans un rayon de 20 minutes en voiture autour de son domicile. Une méthodologie reprise par UFC-Que Choisir en novembre 2022 avec des chiffres alarmants. En France, 1,7 million de personnes n'ont pas accès à un généraliste et 23,5% de la population française vit dans une zone d'accès difficile. L'étude de la DREES de 2020 pointe deux premiers facteurs. 1) le nombre de médecins généralistes libéraux ou en centres de santé a légèrement diminué depuis 2015, tandis que la population dans le même temps a augmenté de 1%. 2) De nombreux médecins ayant commencé dans les années 70 et 80 prennent leurs retraites et leurs confrères des années 90, limités par le numerus clausus ne sont pas en nombre suffisant pour compenser ces départs.

Les territoires les plus en souffrance de médecins se situent dans le Nord, le Centre de la France, et les DOM-TOM. Des villes et des villages qui ont peu ou pas du tout de services publics (bureaux de poste, écoles, hôpitaux, gares...) de commerces ou encore d'activités économiques et culturelles. De nombreuses solutions ont déjà été évoquées dans le débat public, (modulation du numerus clausus, obligation de service pour les médecins dans les zones prioritaires, meilleur encadrement des dépassements d'honoraires...) A moins qu'il ne faille tout simplement redynamiser économiquement les territoires. Mais ceci est un autre débat. ■



INTERVIEW

François Lefebvre, médecin à Grandvilliers : « Il y a un risque de dégradation des soins médicaux et de détournement des vocations »

François Lefebvre est médecin généraliste depuis 13 ans. Il exerce à Grandvilliers dans un cabinet qui compte cinq autres médecins. Pour lui, la désertification médicale s'explique par « les nombreuses retraites qui n'ont pas été compensées ». « Il y a aussi un nouveau mode de fonctionnement. Le médecin généraliste qui exerce seul, c'est fini. Les jeunes médecins préfèrent être en cabinet collectif pour s'appuyer sur leurs confrères. De plus, ils préfèrent exercer en ville, où la densité est encore un peu préservée, et avoir une meilleure qualité d'exercice et de vie. »

Sur la réforme obligeant les étudiants en médecine à exercer un an en territoire rural, le médecin ne mâche pas ses mots : « C'est une arnaque contre productive, ni plus ni moins. De plus, on commence à décharger le travail des médecins vers les professions paramédicales. C'est par exemple, les pharmaciens qui font les vaccins ou les infirmiers qui vont signer les certificats médicaux pour le sport. Pire, ces mêmes infirmiers vont suivre des diabétiques alors que cet acte exige de la technicité. On dit que le numerus clausus a disparu mais le concours en première année est toujours aussi sélectif. Tout ceci va conduire à la dégradation des soins médicaux et au détournement des vocations. » ■

Des solutions existent

Exemple des Maisons médicales

Une maison médicale est composée d'équipes pluridisciplinaires qui exercent dans un même lieu et qui sont accessibles à toute la population. Outre les soins curatifs, elles organisent des campagnes de prévention, de vaccination, de dépistage. Des structures importantes pour lutter contre la désertification médicale.

Creil : répondre aux enjeux de santé publique du territoire

La MSP (Maison de santé pluriprofessionnelle) Marie Curie de Creil a ouvert ses portes en juin 2020.



Edifiée dans l'ancienne clinique médico-chirurgicale du quartier des Cavées, elle regroupe des médecins-généralistes, des infirmières, un podologue, un psychologue, une sage-femme, un rhu-

matologue, deux ostéopathes, une diététicienne, une hypnothérapeute et un cardiologue. Elle se veut un futur « pôle santé » qui répondra aux enjeux de santé publique du territoire.

Breteuil

La Maison de santé pluridisciplinaire de l'abbaye de Breteuil s'articule autour d'un mode d'exercice coordonné des soins. Elle permet une offre de soins idéale en milieu rural autour de 20 professionnels de santé et des vacataires. En mars 2022, elle a accueilli un cabinet de radiologie. Un investissement de 250 000 euros porté par la Communauté de Communes Oise Picarde. ■

LA TÉLÉ-MÉDECINE

Laigneville, commune pionnière en matière de télé-médecine

En juin 2018, Laigneville a ouvert le tout premier centre de téléconsultation de l'Oise pour lutter contre la désertification médicale. Le maire, Christophe Dietrich s'est débattu contre la CPAM et l'ARS qui s'y opposaient. Avant de recevoir l'assentiment du Président de la République lui-même. Rencontre.

1. Christophe Dietrich, comment est née cette idée de cabinet de télé-consultation ?

D'un ras-le-bol. En mai 2017, deux généralistes ont pris leur retraite. Un jour, je n'ai eu personne pour venir constater un décès et j'ai piqué une colère. J'ai dû menacer d'abandonner le corps sur la voie publique pour qu'un médecin légiste arrive. Pour montrer l'absurdité de la situation, j'ai symboliquement pris un arrêté municipal pour interdire aux habitants de mourir dans la commune. Entretemps, j'avais reçu des propositions de médecins qui voulaient s'installer mais leurs conditions étaient intenable. Il leur fallait de l'argent, un logement social, le loyer gratuit..., de vrais marchands de tapis et presque de la prostitution médicale ! C'est finalement un médecin de Nancy qui a fait le voyage pour me parler de téléconsultation. Au début j'étais dubitatif car rien ne remplaçait la rencontre physique avec un médecin. Mais ce que j'ai vu dans des Ephad en Lorraine m'a convaincu. Nous avons réussi à ouvrir en juin 2018.

2.Comment ce cabinet fonctionne-t-il ?

En visio avec six médecins qui se relaient et quatre infirmières sur place. Elles ont spécialement été formées à la machine qui permet tout type d'examen : échographie, électrocardiogramme, caméra pour regarder la gorge... Au début, les patients étaient réticents mais ils ont fini par adhérer au projet. La machine a coûté 25 000 euros et le cabinet représente un coût de 80 000 euros pour la commune. Il est ouvert aux gens extérieurs à la commune et toutes les consultations sont gratuites. Quatre ans plus tard, ce cabinet accueille environ 2000 patients. En parallèle, la commune a vu arriver un nouveau généraliste et un cardiologue.

3. Le contexte autour de ce cabinet a-t-il été tendu ?

Oui. L'Agence Régionale de Santé (ARS) voulait tout refaire à sa main. J'ai refusé et avec la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), elle a tout fait pour s'y opposer alors que tout était à 200% légal.



Christophe Dietrich / Source Le Parisien

Les infirmières ont même été menacées de poursuites pour exercice illégal de la profession. Mais nous avons tenu bon.

4. Et aujourd'hui, votre initiative est soutenue par le président de la République lui-même ?

Oui. J'ai rencontré Emmanuel Macron lors du congrès des maires fin novembre. J'ai été un des seuls à avoir un tête-à-tête avec lui alors que nous ne sommes pas du même bord politique (rires). Il a trouvé que l'initiative était excellente et qu'il était inadmissible que l'ARS cherche à nous mettre des bâtons dans les roues. Il a transmis le dossier à un conseiller spécial du ministère de la Santé qui va prochainement visiter notre cabinet.

5.Pour vous, comment lutter efficacement contre les déserts médicaux ?

D'abord par une contingence des médecins sur le territoire français comme pour les pharmacies. Et surtout en rendant le pouvoir de décision aux politiques qui recherchent le bien-être de leurs citoyens. ■

UNE CABINE DE TÉLÉMÉDECINE À UNILASALLE

Depuis le 15 septembre, les 2400 étudiants du campus UniLasalle à Beauvais bénéficient d'une borne de télé-médecine. Elle permet des téléconsultations médicales en moins de 10 minutes avec des instruments connectés. A la base, les résultats alarmants d'une enquête auprès des étudiants : 50% d'entre eux renoncent à voir un médecin et préfèrent l'automédication et 20% n'ont tout simplement pas de médecin traitant, par manque de temps ou manque de moyens de locomotion. UniLasalle a choisi de leur faciliter la vie, via un partenariat avec Medadom, start-up française de télé-médecine fondée par deux médecins et un polytechnicien en 2017. Depuis septembre, plus d'une centaine de téléconsultations ont déjà été réalisées. ■



SOS Médecins Beauvais a ouvert le 2 novembre

Le 2 novembre, un centre SOS Médecins a ouvert à Beauvais dans l'Oise dans le quartier Argentine. Six médecins titulaires et 14 remplaçants se relaieront 24h/24 et 7j/7 pour accueillir les patients en visite physique ou en consultation à domicile. « Nous, on a choisi de s'installer dans l'Oise », sourit Florent Jendrzejewski, président de SOS Médecins Beauvais. « Nous sommes la seule structure de ce genre dans le département, avec des rendez-vous sur place ou à domicile. Quels que soient l'heure et le lieu du rendez-vous, il n'y a pas de dépassement d'honoraires. La consultation coûtera 25 euros, et sera intégralement remboursée par la Sécu. »

Un centre qui permet souplesse et réactivité puisque tous les appels seront suivis d'une consultation le jour même. Finies les difficultés de devoir attendre plusieurs jours entre l'apparition des symptômes et la rencontre avec un médecin et l'engorgement inutile des services d'urgence. Chaque jour entre 130 et 140 patients sont rencontrés. « Le centre est ouvert à tous, y compris à ceux qui n'habitent pas l'Oise. Les visites à domicile s'effectuent dans un rayon maximal de 7 kms autour de Beauvais. »

Florent Jendrzejewski est un médecin passionné et enthousiaste. « Chaque journée est différente et au moins, on peut vraiment aller au bout des sujets. La nuit, on appréhende différemment la relation

avec le patient. Sans oublier les visites à domicile qui donne une autre dimension à la relation médecin-patient. Et plus nous serons de médecins, plus nous pourrons assurer de visites. »

Les patients profitent d'une structure moderne. Six salles de consultation dont une d'urgence où sont assurés les électrocardiogrammes, les sutures ou les mises sous oxygène. Les patients bénéficient également d'un accès rapide pour les échographies, les radios et les prises de sang qui sont assurées dans la structure par des infirmières.

Un centre de soins bien venu pour lutter contre la désertification médicale. ■

Un artisan et un maire à l'origine de la création d'une maison de santé à Verberie

A l'origine de la maison médicale de Verberie, la rencontre entre Michel Arnould, maire et Cédric Lefranc, artisan maçon, patron de l'entreprise 2C Lefranc. En 2017, ce dernier voit partir son médecin traitant à la retraite. Dans la petite commune de 4000 habitants, il ne reste que deux médecins installés dans une maison qui n'est plus aux normes. « Je me suis dit qu'il leur fallait une structure plus adaptée et faire quelque chose pour attirer de nouveaux médecins », se souvient Cédric Lefranc. Michel Arnould, lui vend un ancien atelier municipal. L'artisan investit ensuite 400 000 euros pour une maison de santé neuve et aux normes qui ouvre au printemps 2018. Des professionnels de santé s'y installent peu à peu : trois médecins généralistes, un ostéopathe, un kiné, un psychomotricien, une sage-femme et deux infirmières. Depuis, Cédric Lefranc a revendu la maison à ses occupants. Quant à l'ARS, elle a confirmé qu'elle n'intervenait pas dans ce type de projet privé. ■





Nadège LEFEBVRE
Présidente du Conseil Départemental de l'Oise

1) Pouvez-vous nous parler de la politique incitative du Conseil Départemental pour attirer de nouveaux médecins ?

Le Conseil départemental de l'Oise a fait le choix de mobiliser des moyens importants pour lutter contre la désertification médicale. Depuis 2018, nous avons lancé le Plan Oise Santé qui contient de nombreuses aides financières à destination des étudiants en médecine et des professionnels de santé.

Qu'il s'agisse de l'aide à l'installation, de prêts d'honneur, de la cellule « Oise Santé » ou de la création de maisons de santé et de cabinets médicaux, au Conseil départemental de l'Oise nous mettons tout en œuvre pour marquer notre volonté d'accueillir de nouveaux professionnels de santé. Parce que notre territoire détient de nombreux avantages patrimoniaux et naturels, il s'inscrit comme le lieu idéal pour l'installation de jeunes diplômés.

2) Quelles actions pouvez-vous mener auprès des étudiants et des professionnels de santé souhaitant s'installer dans l'Oise ?

Les étudiants, futurs professionnels de santé en tant que libéraux, peuvent faciliter leur première installation dans l'Oise grâce à l'obtention d'une bourse pour leurs deux dernières années d'études allant de 800 € à 1200 € par mois selon les spécialités. De surcroît, ces jeunes bénéficient tout au long de leur cursus, d'un accompagnement personnalisé par la Cellule Oise Santé qui les guidera dans leur recherche d'un lieu d'installation et les mettra en relation avec les élus locaux du territoire. Par ailleurs, plus d'1.6 million d'euros a été investi sur l'année 2022, une somme mise à destination des médecins qui souhaitent bénéficier de l'aide du Conseil départemental.

Au titre du Plan Oise Santé, ce sont près de 130 professionnels de santé qui ont été accompagnés

Le Conseil départemental accompagne la future installation des professionnels de santé

A travers le plan Oise Santé, le Conseil départemental multiplie les initiatives pour lutter contre les déserts médicaux. Nadège Lefebvre, sa présidente, fait le point.

financièrement sous la forme de subventions, de bourses, de prêts ou de formation d'Infirmier en Pratique Avancée (IPA) depuis juin 2018. Par ailleurs, la Cellule Oise Santé a été en contact avec 260 professionnels de santé dont 74 médecins généralistes, 55 masseurs-kinésithérapeutes ou même 46 chirurgiens-dentistes.

3) Quels sont les résultats concrets de ces différentes mesures ?

Aujourd'hui, nous sommes fiers de pouvoir comptabiliser 9 maisons médicales et 9 maisons de santé pluri-professionnelles qui ont vu le jour grâce aux aides départementales. Ce volet permet de répondre aux attentes de nombreux médecins ainsi qu'aux collectivités qui sont au cœur de la problématique de la désertification médicale.

Il n'est plus à prouver que l'Oise attire de plus en plus de professionnels de santé sous l'impulsion des politiques en faveur de la santé. Nous continuerons à lutter contre la désertification médicale, dans un territoire où la ruralité nécessite une proximité et une écoute exemplaire des besoins de chaque habitant. ■



L'équipe de SOS Médecins